



L'an deux mil vingt-cinq, le cinq juin, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Pont-à-Marcq, par convocation en date du vingt-six mai deux mil vingt-cinq, s'est réuni en Mairie de Pont-à-Marcq, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Sylvain CLEMENT, Maire de Pont-à-Marcq.

La convocation a été affichée sur l'écran d'affichage numérique de la mairie le vingt-six mai deux mil vingt-cinq.

**Présents :** Sylvain CLEMENT, Fernand CLAISSE, Marie-Gaëtane DANION, Albertina MEIRE, Olivier FRANCKE, Anne-Marie DYRDA-LOYEZ, Sylvain THULLIER, Pascale DEFFRENNES, Fabrice BLONDEL, Laurent DARRAS, Laurence DATH, Sophie DUGRAIN, Guillaume CARDON, Audrey DEMAIN, Philippe MATTON, Éric LAURENT.

**Absents :** Jean-Marie PERILLIAT donne pouvoir à Fernand CLAISSE, Séverine FLAMENT donne pouvoir à Albertina MEIRE, Margaux LANGLANT donne pouvoir à Guillaume CARDON, Frédéric BERNABLE donne pouvoir à Pascale DEFFRENNES, Laëtitia RENSKI donne pouvoir à Éric LAURENT, Lucile TYRAN donne pouvoir à Philippe MATTON, Franck DENISE donne pouvoir à Sylvain THULLIER.

Absent non excusé : --

Soit : 16 présents et 7 absents avec pouvoir.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance, il s'agit de Madame Albertina MEIRE.

Le quorum étant atteint, la séance est déclarée ouverte. La séance se déroule en présence de public.

L'assemblée est informée que la séance est enregistrée pour simplifier la réalisation du PV.

### D2025-06-05/08 Intercommunalité – Adhésion au SIVU fourrière animale

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est tenue de disposer d'une fourrière animale conformément aux articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du Code général des Collectivités Territoriales définissant les pouvoirs de police municipale et rurale et de l'article L. 211-24 du Code Rural modifié par la loi du 6 janvier 1999 relatif à la lutte contre les animaux errants dans le Département du Nord, ainsi que l'arrêté du 21 avril 1997 relatif à la mise sous surveillance des animaux mordeurs ou griffeurs visés à l'article 232-1 du Code Rural.

Monsieur le Maire rappelle que les années antérieures la commune a honoré l'obligation légale par la signature d'une convention directe avec la LPA.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) s'est formalisé en se spécialisant sur cette compétence de fourrière animale.

Les statuts du SIVU est adressé en annexe n°3 de l'ordre du jour.

Monsieur le Maire propose que la commune rejoigne le SIVU afin d'avoir la possibilité de faciliter l'exercice de la compétence « fourrière animale » découlant de la mutualisation des coûts et moyens opérée par cette structure.

Monsieur le Maire expose que les tarifs pour les communes membres sont en annexe n°4 de l'ordre du jour. Monsieur le Maire précise que La contribution des communes adhérentes aux dépenses

d'investissement et de fonctionnement du syndicat est déterminée au prorata de la population municipale de chaque Commune (voir l'article 10 des statuts).

Monsieur le Maire procède à la lecture des points d'importance extraits des statuts :

### **Article 2-Périmètre d'intervention**

*Le champ d'action du syndicat est limité au territoire des collectivités adhérentes. Par convention, des actions pourront être menées pour le compte de communes extérieures dans le respect des règles de la commande publique. Dans ce cas, une convention entre le SIVU et la commune qui le demandera, déterminera les modalités de cette intervention ainsi que les conditions financières.*

### **Article 3-Objet**

*Le syndicat a pour objet d'assurer les obligations des communes membres en matière de capture, garde et d'euthanasie des animaux errants conformément aux dispositions de l'article L.211-24 du Code rural et de la pêche maritime.*

### **Article 10 -Contribution des communes**

*La contribution des communes adhérentes aux dépenses d'investissement et de fonctionnement du syndicat est déterminée au prorata de la population municipale de chaque Commune. Seule l'exception suivante dérogera à cette règle de principe : la répartition des dépenses relatives aux mises en fourrière tiendra compte du critère ci-après : le SIVU récupérera sur les Communes le coût réel (frais de déplacement, de capture, de garde et d'euthanasie, ...) des interventions effectuées sur leurs territoires respectifs.*

*Les montants seront fixés par le comité syndical.*

*Il s'agit d'une dépense obligatoire pour les communes. Une révision pourra être effectuée chaque année. Les communes adhérentes au SIVU doivent recevoir chaque année copie du budget et des comptes du syndicat.*

Monsieur le Maire précise que 81 communes sont membres de ce syndicat dont de nombreuses communes de la Pévèle-Carembault.

Monsieur le Maire informe les membres présents que le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus au scrutin secret à la majorité absolue par les conseils municipaux des communes membres et au sein de leur conseil. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection à lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu (article L. 2122 7 du CGCT). Par dérogation, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations des délégués (article L 5211 7 du CGCT).

Monsieur le Maire ouvre le débat.

Monsieur le Maire sollicite les candidatures et procède à l'élection du représentant de la commune au sein du SIVU. Mme DYRDA-LOYEZ Anne-Marie se présente. A l'unanimité, Mme DYRDA-LOYEZ Anne-Marie est élu au sein du Conseil Municipal pour le représenter.

Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux de bien vouloir :

- Rejoindre le SIVU fourrière animale de Tourcoing en accord avec les statuts de l'EPCI ;
- Accepter les conditions financières de l'article 10 des statuts ;
- Accepter les conditions tarifaires jointes ;
- Acter l'élection de Mme DYRDA-LOYEZ Anne-Marie comme représentant de Pont-à-Marcq au sein du SIVU ;

- L'autoriser à signer tout document y afférent.

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, autorisent le Maire à signer la convention mentionnée et tout document y afférent.

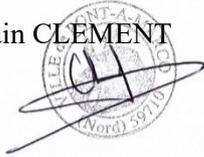
Ainsi fait en séance les jour, mois et an que susdits,

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Fait à Pont-à-Marcq le 06/06/2025,

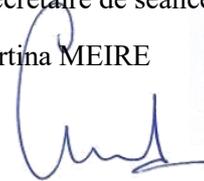
Le Maire,

Sylvain CLEMENT



La secrétaire de séance,

Albertina MEIRE



# **Statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique pour la création et la gestion de la fourrière pour animaux errants**

(relevant des articles L5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales)

**Sommaire :**

Article 1er - Constitution .....	3
Article 2 - Périmètre d'intervention.....	5
Article 3 - Objet.....	5
Article 4 - Siège .....	5
Article 5 - Durée.....	5
Article 6 - Administration du syndicat : le comité syndical.....	5
Article 7 - Rôle et fonctionnement du comité syndical .....	6
Article 8 - Bureau du comité syndical .....	7
Article 9 - Rôle du Président.....	8
Article 10 - Contribution des communes.....	8
Article 11 - Recettes du SIVU .....	9
Article 12 - Règlement intérieur .....	9
Article 13 - Adhésion et retrait d'une commune .....	9
Article 14 - Dissolution du syndicat.....	9
Article 15 - Modification des statuts .....	9
Article 16 - Dispositions générales .....	10
Article 17 - Inscription aux registres des délibérations.....	10

## **Article 1er - Constitution**

Il est formé un syndicat intercommunal à vocation unique qui prend la dénomination suivante :  
 Syndicat Intercommunal à Vocation Unique pour la création et la gestion de la fourrière pour animaux errants.

Le syndicat intercommunal à vocation unique est constitué par les communes suivantes :

<b>Nombre de communes</b>	<b>Communes</b>
1	Aix-en-Pévèle
2	Annoeulin
3	Anstaing
4	Attiches
5	Avelin
6	Bachy
7	Baisieux
8	Bauvin
9	Bois-Grenier
10	Bondues
11	Bousbecque
12	Bouvines
13	Camphin-en-Carembault
14	Camphin-en-Pévèle
15	Capinghem
16	Chemy
17	Chereng
18	Cobrieux
19	Comines
20	Croix
21	Deulemont
22	Don
23	Emmerin
24	Englos
25	Ennetières-en-Weppes
26	Erquinghem-Lys
27	Escobecques
28	Forest-sur-Marque
29	Fournes-en-Weppes
30	Frelinghien
31	Fretin

32	Fromelles
33	Genech
34	Gruson
35	Hallennes-Lez-Haubourdin
36	Halluin
37	Hantay
38	Hem
39	Herrin
40	Houplines
41	Illies
42	La Chapelle d'Armentières
43	La Neuville
44	Lannoy
45	Leers
46	Le Maisnil
47	Linselles
48	Lompret
49	Louvil
50	Lys-Lez-Lannoy
51	Mérignies
52	Moncheaux
53	Mons-en-Pévèle
54	Mouvaux
55	Neuville-en-Ferrain
56	Nomain
57	Ostricourt
58	Pérenchies
59	Péronne-en-Mélantois
60	Phalempin
61	Prêmesques
62	Provin
63	Quesnoy-sur-Deûle
64	Radinghem-en-Weppes
65	Roncq
66	Roubaix
67	Sailly-Lez-Lannoy
68	Sainghin-en-Mélantois
69	Templeuve
70	Thumeries
71	Toufflers
72	Tourcoing
73	Tressin
74	Verlinghem
75	Wahagnies
76	Wannehain
77	Warneton
78	Wasquehal
79	Wattrelos
80	Wervicq-sud
81	Wicres

## **Article 2 - Périmètre d'intervention**

Le champ d'action du syndicat est limité au territoire des collectivités adhérentes. Par convention, des actions pourront être menées pour le compte de communes extérieures dans le respect des règles de la commande publique. Dans ce cas, une convention entre le SIVU et la commune qui le demandera, déterminera les modalités de cette intervention ainsi que les conditions financières.

## **Article 3 - Objet**

Le syndicat a pour objet d'assurer les obligations des communes membres en matière de capture, garde et d'euthanasie des animaux errants conformément aux dispositions de l'article L.211-24 du Code rural et de la pêche maritime

## **Article 4 - Siège**

Le siège du syndicat est fixé en l'Hôtel de Ville de Tourcoing : 10 place Victor Hassebroucq 59200 TOURCOING.

Le comité syndical se réunit au siège du syndicat ou dans un lieu choisi par le comité dans l'une des communes membres.

## **Article 5 - Durée**

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

## **Article 6 - Administration du syndicat : le comité syndical**

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus au scrutin secret à la majorité absolue par les conseils municipaux des communes membres et au sein de leur conseil. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu (article L. 2122-7 du CGCT). Par dérogation, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder par scrutin secret aux nominations des délégués (article L 5211-7 du CGCT).

La répartition des sièges entre les membres SIVU est déterminée, conformément à l'article L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et L. 5212-7 du code général des collectivités territoriales et en tenant compte du poids démographique de chacun des membres.

Chaque membre a droit, quelle que soit sa population, à au moins un siège et aucun ne peut disposer de plus de la moitié des sièges.

Chaque commune membre dont la population municipale est strictement supérieure à un seuil de 20 000 habitants a droit à un siège supplémentaire pour chaque tranche de 20 000 habitants au-delà de ce seuil. Chaque Commune membre désignera des membres suppléants correspondant au nombre de membres titulaires.

Si une commune disposait de plus de 50% des sièges, le nombre de sièges est réparti équitablement entre les communes restantes à la proportionnelle au plus fort reste.

En cas d'intégration d'une nouvelle commune, le nombre de sièges par commune sera recalculé dans les mêmes proportions.

Population municipale	Nombre de sièges
Jusqu'à 19 999 habitants	1
De 20 000 à 39 999 habitants	2
De 40 000 à 59 999 habitants	3
De 60 000 à 79 999 habitants	4
De 80 000 à 99 999 habitants	5
De 100 000 à 119 999 habitants	6
De 120 000 à 139 999 habitants	7
1 siège par tranche de 20 000 supplémentaire	

Chaque délégué dispose d'une seule voix.

La population prise en compte pour apprécier le nombre de sièges attribués selon les modalités prévues aux points ci-avant est la population municipale authentifiée avant l'élection.

En cas d'absence de désignation de candidats dans une commune membre du SIVU, le Maire et/ou son 1er adjoint sont membres d'office du comité syndical (art L5211-8 du CGCT).

Les délégués titulaires siègent au comité syndical.

Le mandat des délégués a la même durée que le mandat municipal.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil municipal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois. Le remplacement se fait dans les mêmes conditions que pour l'élection (scrutin secret à la majorité absolue).

Dans le cas où l'élu démissionnaire est membre du bureau, la composition du bureau s'en trouve modifiée.

Selon la fonction au sein du bureau de l'élu démissionnaire, deux cas sont à distinguer :

La démission du président entraîne une nouvelle élection de l'ensemble des membres du bureau.

La démission d'un vice-président ou d'un autre membre du bureau peut entraîner soit le remplacement, soit la suppression du poste par délibération de l'organe délibérant.

## **Article 7 - Rôle et fonctionnement du comité syndical**

Le comité syndical prend en charge l'organisation et les dépenses relatives à la création et à la gestion de la fourrière pour animaux errants.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par semestre et peut être convoqué en séance extraordinaire soit par son Président, soit à la demande au moins d'un tiers de ses membres. (article L5211-11 du CGCT)

Le comité syndical délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par les communes membres et qui intéressent le fonctionnement du syndicat.

Le comité syndical ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion a lieu dans un délai de 3 jours minimum et quinze jours maximum.

Dans ce cas, les délibérations prises au cours de cette réunion sont valables quel que soit le nombre de membres présents et aucun quorum n'est exigé.

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés sauf dispositions légales, réglementaires ou statutaires spécifiques. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

Un rapport d'activités annuel, voté par le comité syndical, sera présenté chaque année aux communes membres du SIVU.

Le comité syndical peut déléguer au Président et au Bureau tous pouvoirs d'administration et de gestion par une délégation spéciale ou permanente dont il fixe les limites.

Lors de chaque réunion obligatoire, le Président et le Bureau rendent compte au comité syndical de leurs travaux.

Le comité syndical est seul compétent pour délibérer sur les matières suivantes :

- Modifications statutaires, adoption et révision du règlement intérieur
- Budgets et décisions modificatives et participation des adhérents
- Compte administratif
- Emprunt
- Effectifs du personnel
- Adhésions et retraits des membres
- Institution, fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances
- Dispositions à caractère budgétaire à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 du CGCT (mandement d'office)
- Adhésion de l'établissement à un établissement public
- Délégation de la gestion d'un service public

### **Article 8 - Bureau du comité syndical**

Le bureau est composé du président, d'un nombre de vice-présidents fixés selon les dispositions de l'article L5211-10 du CGCT, et de 7 autres membres (sous réserve que le nombre total de membres du comité syndical le permette).

Le nombre de vice-présidents est déterminé par le comité syndical, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des vice-présidents, ce nombre peut être porté à quatre (article L5211-10 du CGCT).

Les membres du bureau sont élus selon les modalités de l'article L.2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue au premier tour, l'élection est acquise à la majorité relative au deuxième tour.

De même, en application de l'article L.2122-10, les membres du bureau sont élus pour la même durée que le conseil municipal.

Le comité syndical peut déléguer au bureau tous pouvoirs d'administration et de gestion par une délégation spéciale ou permanente dont il fixe les limites.

Le bureau se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour l'exercice de ses attributions. Les délibérations sont prises dans les mêmes conditions que lors des réunions du comité. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

### **Article 9 - Rôle du Président**

Le Président est l'organe exécutif du SIVU.

Lors de chaque réunion de comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical et les décisions du bureau.

Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes. Il est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers à d'autres membres du bureau.

Il est le chef de l'administration. A ce titre, il assure le recrutement et la gestion du personnel. Il peut représenter le syndicat en justice par délégation du comité syndical.

### **Article 10 - Contribution des communes**

La contribution des communes adhérentes aux dépenses d'investissement et de fonctionnement du syndicat est déterminée au prorata de la population municipale de chaque Commune. Seule l'exception suivante dérogera à cette règle de principe : la répartition des dépenses relatives aux mises en fourrière tiendra compte du critère ci-après : le SIVU récupérera sur les Communes le coût réel (frais de déplacement, de capture, de garde et d'euthanasie,...) des interventions effectuées sur leurs territoires respectifs.

Les montants seront fixés par le comité syndical.

Il s'agit d'une dépense obligatoire pour les communes. Une révision pourra être effectuée chaque année.

Les communes adhérentes au SIVU doivent recevoir chaque année copie du budget et des comptes du syndicat.

## **Article 11 - Recettes du SIVU**

Les recettes du SIVU comprennent notamment :

- a) La contribution des communes membres du SIVU
- b) Les revenus des biens meubles et immeubles du SIVU
- c) Les sommes qu'il perçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu
- d) Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département, de la MEL et des Communes
- e) Les produits des dons et legs
- f) Les produits des taxes, redevances et contributions répondant aux services assurés
- g) Le produit des emprunts

## **Article 12 - Règlement intérieur**

Un règlement intérieur déterminera les mesures d'ordre interne concernant l'organisation du SIVU dans les six mois qui suivent l'installation de l'organe délibérant.

Il sera approuvé par le comité syndical qui pourra le modifier éventuellement. Chaque délégué dispose du droit de demander l'inscription d'une modification du règlement intérieur à l'ordre du jour d'une séance.

## **Article 13 - Adhésion et retrait d'une commune**

L'admission d'une commune autre que celles initialement membres du syndicat ou le retrait d'une commune adhérente ne peut s'opérer qu'avec l'accord du comité syndical, dans les conditions fixées au CGCT.

La délibération du comité syndical doit être notifiée aux communes membres.

Une commune qui désire sortir du syndicat doit l'en informer au moins un an avant la clôture du budget soit le 31 décembre.

La décision d'admission ou de retrait est prise par le préfet.

## **Article 14 - Dissolution du syndicat**

La dissolution est soumise aux dispositions énoncées à l'article L5212-33 du CGCT. La dissolution ne pourra être effective qu'une fois l'année budgétaire terminée.

En cas de dissolution du syndicat, tout le patrimoine dont il dispose à ce moment-là est repris par les communes membres qui s'engagent chacune à restituer aux autres communes leur quote-part dans la valeur du patrimoine mobilier du syndicat. En cas de litige, un expert assermenté pourra être désigné par le bureau.

La dissolution s'effectue dans le respect des dispositions des articles L5211-25-1 et L5211-26 du CGCT.

## **Article 15 - Modification des statuts**

Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité syndical du SIVU. Les modifications doivent être approuvées à la majorité absolue de ses membres.

La délibération du comité syndical est notifiée à toutes les communes membres du SIVU.

Les modifications des statuts sont entérinées par le Préfet si les conditions de majorité qualifiée prévues par le code général des collectivités territoriales sont atteintes.

### **Article 16 - Dispositions générales**

Le syndicat est soumis aux règles définies aux articles L.5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, qui trouvent à s'appliquer en l'absence de dispositions statutaires particulières.

Toutes les questions non prévues par les présents statuts et les litiges qui pourraient en résulter seront réglés par le CGCT.

### **Article 17 - Inscription aux registres des délibérations**

Les présents statuts sont annexés aux registres des délibérations des conseils municipaux décidant la création du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique.

## Lot 1 Gestion de la fourrière animale

## Bordereau des prix unitaires

Référence	Description	Unité	Prix unitaire HT	TVA	Prix unitaire TTC
	<b>Frais de garde chats / chiens 8 jours</b>				
	<b>pension chien</b>				
	- nourriture	u	90	20%	108,00 €
	- eau				
	- Surveillance sanitaire obligatoire du vétérinaire				
	<b>pension chat</b>				
	- nourriture	u	60	20%	72,00 €
	- eau				
	- Surveillance sanitaire obligatoire du vétérinaire				
	<b>supplément pension animal mordeur ou griffeur ou dangereux</b>	u	50	20%	60,00 €
	<b>Frais vétérinaire chats / chiens</b>				
	Consultation	u	22,5	20%	27,00 €
	Pose puce électronique pour indentification	u	20	20%	24,00 €
	Soins vétérinaire pour animal blessé	u	80	20%	96,00 €
	Tatouage dermographe pour identification	u		20%	- €
	Euthanasie petit et moyen chien	u	35	20%	42,00 €
	Euthanasie grand chien	u	40	20%	48,00 €
	Euthanasie chat	u	30	20%	36,00 €
	<b>Frais autres animaux domestiques</b>				
	pension	u	65	20%	78,00 €
	Soins vétérinaires	u	20	20%	24,00 €
	Euthanasie le cas échéant	u	30	20%	36,00 €
	<b>Forfait de prise en charges des animaux non domestiques de moins de 20kg</b>				
	Frais de nourriture pendant 15j consécutifs				
	Soins vétérinaires	u	200	20%	240,00 €
	frais de dépôt dans une structure adaptée				
	Euthanasie le cas échéant				
	<b>Forfait de prise en charges des animaux non domestiques entre 20 et 100kg</b>				
	Frais de nourriture pendant 15j consécutifs				
	Soins vétérinaires		400	20%	480,00 €
	frais de dépôt dans une structure adaptée				
	Euthanasie le cas échéant	u			
	<b>Forfait de prise en charges des animaux non domestiques de plus de 100kg</b>				
	Frais de nourriture pendant 15j consécutifs				
	Soins vétérinaires	u	600	20%	720,00 €
	frais de dépôt dans une structure adaptée				
	Euthanasie le cas échéant				

**Lot 2 Capture d'animaux errants**  
**Bordereau des prix unitaires**

Référence	Description	Unité	Prix unitaire HT	TVA	Prix unitaire TTC
	<b>Capture d'animaux domestiques</b>				
	<b>Forfait pour la capture d'un chien sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30)</b> - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	60,00 €	20%	72,00 €
	<b>Forfait pour la capture d'un chien sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h)</b> - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	70,00 €	20%	84,00 €
	<b>Forfait pour la capture d'un chat sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30)</b> - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	60,00 €	20%	72,00 €
	<b>Forfait pour la capture d'un chat sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h)</b> - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	70,00 €	20%	84,00 €
	<b>Forfait pour la capture d'un animal domestique autre que chien ou chat sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30)</b> - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	60,00 €	20%	72,00 €
	<b>Forfait pour la capture d'un animal domestique autre que chien ou chat sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h)</b> - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	70,00 €	20%	84,00 €
	<b>Supplément déplacement animal mordeur ou griffeur ou dangereux</b>	u	10,00 €	20%	12,00 €
	<b>Remplacement d'un piège volé ou dégradé</b>	u	250,00 €	20%	300,00 €
	<b>Déplacement sans capture sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30)</b>	u	35,00 €	20%	42,00 €
	<b>Déplacement sans capture sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h)</b>	u	40,00 €	20%	48,00 €

**Lot 2 Capture d'animaux errants**  
**Bordereau des prix unitaires**

Référence	Description	Unité	Prix unitaire HT	TVA	Prix unitaire TTC
	<b>Capture d'animaux non domestiques</b>				- €
	Forfait pour la capture d'un animal non domestique de moins de 20kg sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30) - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière		70,00 €	20%	84,00 €
	Forfait pour la capture d'un animal non domestique de moins de 20kg sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h) - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	80,00 €	20%	96,00 €
	Forfait pour la capture d'un animal non domestique entre 20 et 100kg sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30) - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	130,00 €	20%	156,00 €
	Forfait pour la capture d'un animal non domestique entre 20 et 100kg sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h) - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	150,00 €	20%	180,00 €
	Forfait pour la capture d'un animal non domestique de plus de 100kg sur le territoire des communes membres (du lundi au samedi de 9h à 18h30) - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	350,00 €	20%	420,00 €
	Forfait pour la capture d'un animal non domestique de plus de 100kg sur le territoire des communes membres (dimanches, jours fériés, de nuit entre 18h30 et 9h) - Le déplacement - La pose et dépose de pièges - Le transfert en fourrière	u	400,00 €	20%	480,00 €

**Lot 3 Campagnes de stérilisation**  
**Bordereau des prix unitaires**

Référence	Description	Unité	Prix unitaire HT	TVA	Prix unitaire TTC
	<b>Forfait pour la stérilisation d'un chat mâle</b> - Les frais d'informations aux habitants - La pose et dépose de pièges - Les frais de déplacements - Les soins vétérinaires (test FIV, FelV, stérilisation, identification...) - La surveillance sanitaire post-opération et la pension le temps de la convalescence - La remise en liberté du chat libre sur son lieu de capture	u	110,00 €	20%	132,00 €
	<b>Forfait pour la stérilisation d'un chat femelle</b> - Les frais d'informations aux habitants - La pose et dépose de pièges - Les frais de déplacements - Les soins vétérinaires (test FIV, FelV, stérilisation, identification...) - La surveillance sanitaire post-opération et la pension le temps de la convalescence - La remise en liberté du chat libre sur son lieu de capture	u	140,00 €	20%	168,00 €
	<b>Forfait pour la stérilisation entre 5 et 10 chats</b> - Les frais d'informations aux habitants - La pose et dépose de pièges - Les frais de déplacements - Les soins vétérinaires (test FIV, FelV, stérilisation, identification...) - La surveillance sanitaire post-opération et la pension le temps de la convalescence - La remise en liberté du chat libre sur son lieu de capture	par chat	100,00 €	20%	120,00 €
	<b>Forfait pour la stérilisation de plus de 10 chats</b> - Les frais d'informations aux habitants - La pose et dépose de pièges - Les frais de déplacements - Les soins vétérinaires (test FIV, FelV, stérilisation, identification...) - La surveillance sanitaire post-opération et la pension le temps de la convalescence - La remise en liberté du chat libre sur son lieu de capture	par chat	85,00 €	20%	102,00 €
	<b>Remplacement d'un piège volé ou dégradé</b>	u	200,00 €	20%	240,00 €
	<b>Forfait pour l'euthanasie d'un chat</b> - La pose et dépose de pièges - Les frais de déplacements - Les soins vétérinaires - Equarrissage	u	75,00 €	20%	90,00 €